

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 13/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAMP

Le Pharo
58, boulevard Charles Livon
13007 Marseille

Références : SS-D-2026-0227
Code AIOT : 0006404706

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux, une installation de compostage et une déchèterie, au lieu-dit Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réfection de l'étanchéité	AP de Mesures Conservatoires du 22/11/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Mise en conformité rejets lixiviats	Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 1	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que les travaux de réfection de l'étanchéité de l'alvéole de stockage ne sont pas encore réalisés. Des contraintes administratives liées aux marchés publics n'ont pas permis d'effectuer ces travaux dans les délais imposés. L'exploitant s'est engagé à notifier le marché dès la fin de la procédure administrative. Les travaux sont programmés à partir du mois de septembre 2026.

Le suivi des rejets de lixiviats sur l'année 2025 montre des dépassements récurrents par rapport aux valeurs limites réglementaires. Il n'y a pas eu de retour à la conformité sur ce sujet en dépit de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 29 juillet 2025. En conséquence, une liquidation partielle de l'astreinte est proposée au Préfet des Bouches-du-Rhône.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réfection de l'étanchéité

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 22/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux
Prescription contrôlée : En application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, la Métropole Aix Marseille Provence exploitant l'installation de stockage de déchets non dangereux du Vallon du Fou sur la commune de Martigues est tenue de respecter les mesures conservatoires suivantes : [...] <ul style="list-style-type: none"> • finalisation des travaux de réfection de l'étanchéité sous 1 an à compter de la notification de l'arrêté. Le délai initial de fin des travaux (31/12/2024) a été prolongé jusqu'au 31/12/2025 suite à la demande de l'exploitant lors de l'inspection du 04/12/2024.
Constats : La visite terrain a montré que la partie de la membrane endommagée n'est pas réparée. La digue de protection en argile est maintenue en bon état afin de prévenir toute infiltration

d'eau au droit de la zone impactée.

Il avait été acté par la lettre de suite préfectorale du 22 avril 2025 que les travaux de réparation de la membrane devaient être effectués au plus tard le 31 décembre 2025.

Dans un courrier du 20 mai 2025 en réponse à la lettre de suite préfectorale susvisée, l'exploitant informe le Préfet que « ... *les délais incompressibles liés aux procédures de passation des marchés publics ne permettront pas de respecter la date limite du 31/12/2025 imposée dans la lettre de suite préfectorale.* ».

Dans un autre courrier du 18 novembre 2025, la métropole précise « ... *A la lecture de ces compléments, je vous remercie de bien vouloir accorder un délai supplémentaire (31/12/2026) pour la mise en conformité du dispositif d'étanchéité de la zone endommagée lors de l'incendie.* ».

Lors d'une réunion préparatoire entre la DREAL et la métropole le 9 mars 2026, l'exploitant rappelle que les procédures administratives liées aux marchés public sont tenues par des délais réglementaires incompressibles qui n'ont pas permis la réalisation des travaux dans le délai imposé.

Il indique par ailleurs que l'attribution du marché lié aux travaux de réparation est prévue dans le courant du mois de juin 2026.

Il s'engage à transmettre l'acte d'engagement signé dès que possible, les travaux sont programmés à partir du mois de septembre 2026 pour une durée de 3 mois.

L'Inspection des installations classées prend note des éléments exposés et notamment les contraintes administratives en terme de délais.

Faute de transmission de l'acte d'engagement dans les délais impartis, des sanctions administratives seront proposées au Préfet des Bouches-du-Rhône.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit l'acte d'engagement du marché de travaux de réparation de la membrane d'étanchéité dès sa signature.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Mise en conformité rejets lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/07/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Astreinte

Prescription contrôlée :

La Métropole Aix Marseille Provence, dont le siège communautaire est situé 58 Boulevard Charles Livon 13 007 MARSEILLE, est rendue redevable d'une astreinte journalière d'un montant de 500 € (cinq cents euros) par jour calendaire jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1 de l'arrêté n°2023-321 MD du 18 décembre 2023 susvisé. Il est sursis à exécution de l'astreinte jusqu'à 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, échéance à laquelle il sera procédé à la vérification de la mise en conformité de l'installation. Lorsque la mise en conformité est justifiée et constatée à l'issue des 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, aucun recouvrement ne pourra être opéré. Le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.

Constats :

Pour rappel l'arrêté de mise en demeure du 18 décembre 2023 imposait le respect des valeurs limites réglementaires des lixiviats avant rejet à la station d'épuration. Une possibilité était laissée à l'exploitant de faire traiter ses lixiviats dans une installation externe autorisée à les réceptionner. Le jour de la visite, aucun dispositif de pré-traitement des lixiviats n'est opérationnel, avant rejet de ceux-ci à la STEP de Martigues.

L'autosurveillance des rejets lixiviats pour l'année 2025 montre des dépassements récurrents sur les paramètres Chrome VI (0.4 mg/l en mars 2025 et 0.35 mg/l en septembre 2025 pour une valeur limite de 0.1 mg/l) et AOX (3.3 mg/l en mars et juin 2025 et 3 mg/l en septembre 2025 pour une valeur limite à 1 mg/l).

Compte tenu de ce qui précède, il n'y a pas de retour à la conformité le jour de la visite d'inspection.

Il est proposé au Préfet des Bouches-du-Rhône un recouvrement partiel de l'astreinte.

Considérant le nombre de jours calendaires à prendre en compte pour le calcul du montant de l'astreinte qui s'élève à 224 jours, au regard du délai écoulé entre le 31 juillet 2025 et le 12 mars 2026, le montant de l'astreinte est de 224×500 soit 112 000 € .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte